



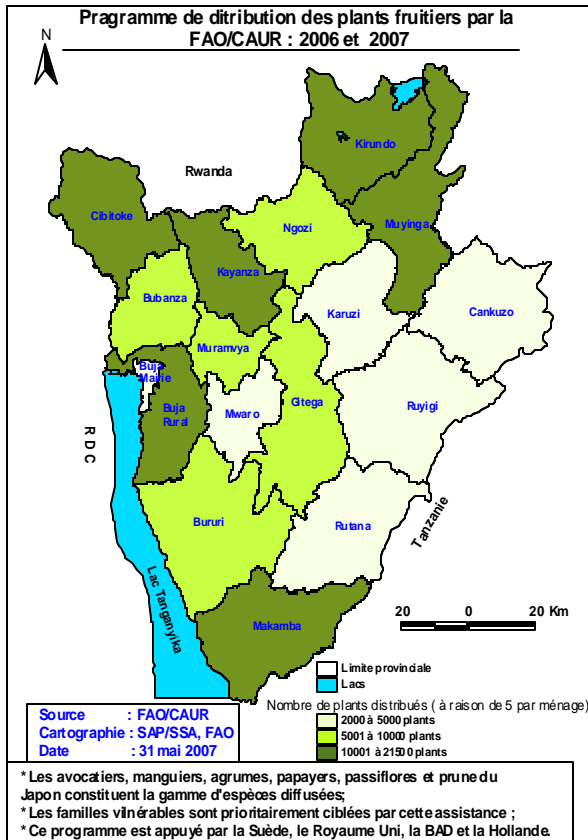
Système d'Alerte Précoce

Surveillance de la Sécurité

Alimentaire au Burundi - SAP-SSA

Bulletin n°59 /Mai 2007

Publication : Juin 2007



? La situation sécuritaire est restée calme en ce mois de mai, et les pourparlers entre le gouvernement et le mouvement FNL - PALIPEHUTU ont repris, ...

? Grâce à la Table Ronde tenue le 24 et 25 mai à Bujumbura, le Burundi a des promesses de financement de 669,8 millions de dollars, ...

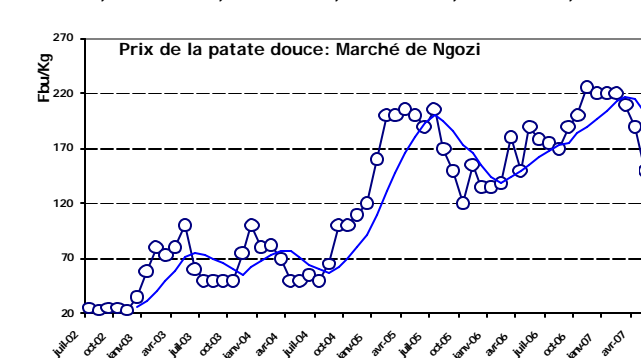
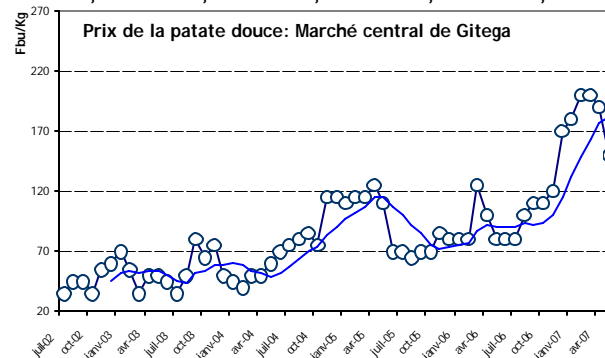
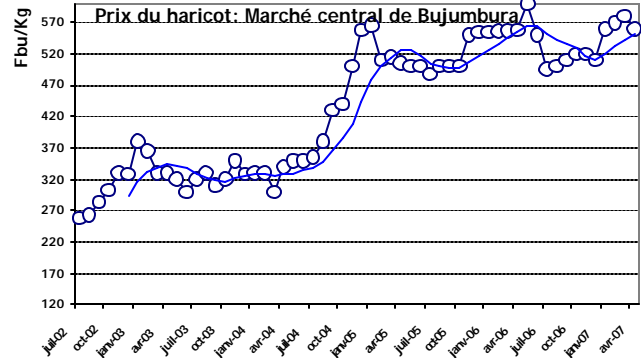
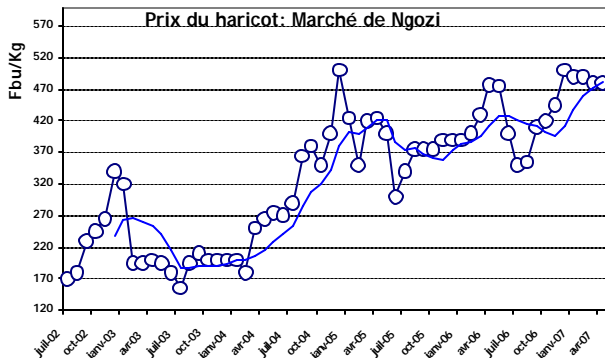
? Les premières récoltes de la saison 2007B sont en cours, mais la production de haricot (culture principale de cette saison) n'est pas à la hauteur des attentes, ...

? Dans l'ensemble la sécurité alimentaire s'est améliorée, mais des signes de très faible disponibilité alimentaire sont perceptibles dans certaines localités, ...

? L'Unicef rapporte une diminution de nouvelles admissions dans les centres nutritionnels, ...

? Entre février et mai, la FAO/CAUR a distribué 3.888 chèvres aux ménages vulnérables ; jusqu'à fin mars 109.956 plants fruitiers avaient été distribués dans 15 provinces. Quant au PAM, il a distribué un total de 10.088 tonnes de vivres à 1.643.863 bénéficiaires au mois de mai, ...

☛ A lire dans le bulletin...



Ce bulletin mensuel a pour but de prévenir des crises alimentaires graves et de relater l'évolution de la sécurité alimentaire sur le territoire national. Il émane d'une collaboration entre la FAO, OCHA, le PAM, l'UNICEF, le MINAGRI et les ONG opérationnelles sur le terrain, avec l'appui d'USAID/OFDA.



Contact : FAO Coordination des Opérations d'Urgence, Jean-Pierre Renson ou Méthode Niyongendako fao-urg-bdi@usan-bu.net ou sap_ssa_bdi@yahoo.fr

1. Situation sécuritaire et mouvements de population

La situation sécuritaire est restée relativement calme au mois de mai. Néanmoins, cette accalmie générale observée depuis le début de cette année continue à être perturbée par quelques incidents isolés et parfois sérieux. Il s'agit notamment des cas de vols, parfois à main armée, qui sont signalés dans certaines localités du pays ; par ailleurs, dans les provinces de Bubanza et Cibitoke, des activités de propagande et de recrutements clandestins, accompagnées de cotisations forcées et de racket de vivres, sont constatées. Cependant, la reprise vers fin mai des pourparlers entre le gouvernement burundais et la branche officielle (celle d'Agathon RWASA) du Front National de Libération (FNL/PALIPHEUTU) constitue un pas important vers une application intégrale des accords de paix signés le 07 septembre 2006. L'autre événement marquant du mois a été la tenue, aux dates du 24 et 25 à Bujumbura, de la Table Ronde des partenaires du Burundi. En réussissant à obtenir des promesses de financements de 669,8 millions de dollars (USD), dont 179,3 millions d'appui budgétaire, cette conférence a atteint son objectif principal qui était d'avoir une mobilisation accrue des aides extérieures afin de soutenir une mise en œuvre efficace du Plan d'Actions Prioritaires 2007-2010 (PAP) du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP).

Quant aux mouvements de population, le HCR rapporte que le nombre de rapatriés demeure peu élevé ; en effet, il n'était que de 474 en mai. Dans les cinq premiers mois de cette année, 3.529 réfugiés sont rentrés au Burundi dans le cadre du rapatriement volontaire. Parmi eux 3.363 sont venus de la Tanzanie, 91 du Rwanda, 29 de Zambie et 27 de la République Démocratique du Congo. 66% des retours ont eu lieu dans les trois provinces de Muyinga, Makamba et Kirundo. Cela porte à 342.528 le nombre de réfugiés burundais revenus au pays depuis le début, en 2002, de l'opération de rapatriement conduite par le HCR. Par ailleurs, ces chiffres devraient bientôt augmenter de manière significative comme ce fut le cas l'année dernière. En effet, la fin de l'année scolaire, combinée avec la décision récente du gouvernement tanzanien de fermer définitivement toutes les écoles secondaires installées dans les camps de réfugiés, devraient inciter certaines familles à revenir au pays ; la fermeture de ces écoles concerne environ 10.000 élèves.

2. Situation pluviométrique

L'analyse faite par l'IGEBU (Institut Géographique du Burundi) sur ses principales stations climatiques (Bujumbura-Aéro pour l'Imbo, Gisozi pour

la Crête, Gitega et Muriza pour les plateaux Centraux, Musasa pour le Kumoso, Kirundo, Muyinga, et Cankuzo pour le Bugesera-Est, et Makamba pour le Buragane) et représentatives des zones climatiques du pays révèle que, de manière générale, la situation pluviométrique du mois de mai est déficitaire sur l'ensemble du territoire national. Alors que la 1^{ère} et 2^{ème} décade ont été caractérisées par une situation pluviométrique déficitaire ou très déficitaire sur la quasi totalité des stations, la 3^{ème} décade a affiché une pluviométrie excédentaire sur la plupart des stations, et plus particulièrement celles de Makamba, Cankuzo, Musasa, Muyinga et Muriza. Du point de vue agronomique, le comportement de cette 3^{ème} décade risque d'affecter plus durement les cultures de haricot, très sensibles à l'excès des pluies. Par conséquent, pour la saison 2007B (février à juin), il y a une forte probabilité d'une légère diminution des productions de haricot, notamment dans le Sud et l'Est du pays.

3. Situation Agricole

Le mois de mai est caractérisé par les premières récoltes de la saison agricole 2007B (février à juin). Cette saison, essentiellement dominée par le haricot, la patate douce, le sorgho et le riz, est la principale des trois saisons agricoles du pays et contribue pour 50% de la production annuelle. Les récoltes des premiers semis de haricot de février ont déjà commencé un peu partout dans le pays ; de même les récoltes de sorgho ont commencé en basse altitude, tandis que celles de la patate douce se font en continu depuis le mois d'avril. Néanmoins, la pluviométrie globalement faible et irrégulière qui prévaut depuis la deuxième décade du mois de février aura particulièrement affecté le haricot. En effet, le déficit hydrique le plus important, enregistré durant la 1^{ère} décade d'avril, aura eu une incidence négative sur le haricot (issu des semis de février) en stade de floraison et formation de gousses. Quant aux semis tardifs réalisés vers la mi-mars, ils ont, par manque d'assez d'humidité, subi un stress hydrique qui n'a pas permis un bon enracinement. Enfin, l'excès de pluies à la fin du mois de mai aura occasionné des pertes par pourriture pour le haricot en stade de maturité. Par ailleurs, pour la saison 2007B les ménages ont eu globalement un accès faible aux intrants (notamment en semences et fertilisants), un des facteurs explicatifs étant le coût très élevé (jusqu'à 800Fbu/kg) du haricot sur les marchés. Pour toutes ces raisons les récoltes de haricot ne seront pas à la hauteur des attentes. Par contre il y a une augmentation des emblavures pour la patate douce et celle-ci a pris beaucoup plus de place que d'habitude dans

les exploitations des ménages ; en effet, par manque de semences de haricot, les ménages qui ont eu accès aux boutures ont emblavé en patate douce les parcelles prévues pour le haricot. Par ailleurs, ce mois a signalé une réapparition timide de la colocase, ainsi que celle du manioc qui, dans plusieurs provinces, présente un aspect végétatif prometteur dans les exploitations.

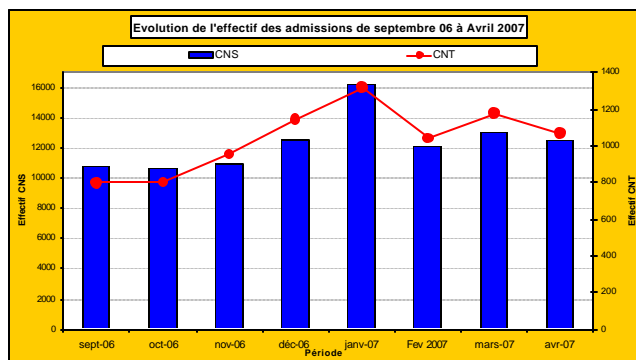
4. Disponibilité Alimentaire

Le mois de mai connaît, grâce aux récoltes en cours, une amélioration des disponibilités alimentaires ; cette dernière se manifeste notamment par une diminution de la fréquence des mécanismes sévères de survie. En effet, les prix collectés sur 5 marchés (Gitega, Ngozi, Muyinga, Kirundo et Ruyigi) traduisent une baisse des prix du haricot et de la patate douce qui, en moyenne, passent consécutivement de 550 Fbu à 420 Fbu/kg et de 110Fbu à 100 Fbu entre avril et mai. Cependant, cette tendance à la baisse des prix pendant cette période ne concerne qu'un nombre très limité de denrées alimentaires ; en effet, pour certains produits (par ex. maïs et farine de maïs) les prix se maintiennent au même niveau, alors que pour d'autres (par ex. pomme de terre, manioc et farine de manioc, banane à cuire) ils ont augmenté, parfois de manière significative. Ce contraste reflète bien la fragilité et la complexité de la situation actuelle de la sécurité alimentaire, en réalité l'amélioration des disponibilités alimentaires demeure encore limitée et elle est même peu perceptible dans certaines localités. En effet, les données recueillies auprès de 390 ménages repères répartis sur 13 provinces indiquent qu'une moyenne de 27% (contre 37,5% en avril) des adultes consomme encore seulement un repas par jour, alors qu'une moyenne de 67% des adultes consomme deux repas par jour. Même si l'amélioration globale par rapport au mois d'avril est évidente, il n'en demeure pas moins que 46% à 72% des adultes dans les provinces de Cibitoke, Karuzi et Kirundo en sont encore à un seul repas par jour ! Par ailleurs, les relevés faits par le PAM indiquent que les achats alimentaires absorbent plus de 50% du revenu des ménages, et qu'avec un faible pouvoir d'achat ces derniers réduisent leurs achats au strict minimum (les denrées les moins chères comme la patate douce) ; en conséquence, leur régime alimentaire est peu diversifié. En effet, selon les régions, la patate douce, la farine de manioc ou le sorgho constitue l'unique menu de tous les repas pris par les ménages accompagné par le haricot ou par des légumes. Enfin, le faible niveau des disponibilités alimentaires observé actuellement augure d'un épuisement rapide des récoltes de la saison 2007B. Les évaluations conjointes (FAO/MINAGRIE/PAM/OCHA/UNICEF) prévues dès la

deuxième semaine de juin donneront plus de précisions sur les productions de la saison ainsi que sur la durée de leur consommation par les ménages. Mais il est certain que les ménages les plus vulnérables, notamment ceux qui n'ont pas pu semer ou ceux à faible accès à la terre, vont peu tirer profit des productions de la saison 2007B et resteront dans une situation de précarité alimentaire prononcée.

5. Situation Nutritionnelle

L'analyse de l'UNICEF s'appuyant sur les données collectées en rapport avec les nouvelles admissions au cours du mois d'avril révèle, par rapport au mois de mars, une diminution des admissions de l'ordre de 9% et 4% respectivement dans les centres nutritionnels thérapeutiques (CNT) et de supplémentation (CNS). Les provinces où cette tendance à la baisse a été significative sont Bujumbura Rural, Gitega, Kayanza, Kirundo, Muramvya et Ruyigi pour les CNT, ainsi que Bubanza, Cankuzo, Cibitoke, Kirundo, Makamba, Ngozi et Rutana pour les CNS. En effet, de mars à avril 2007 les nouvelles admissions passent de 1.180 à 1.070 bénéficiaires dans les CNT, et de 13.051 à 12.501 dans les CNS. Au sein du programme pilote «Community Therapeutic Care » (CTC) en cours à Kayanza et Muyinga, les nouvelles admissions dans les 23 centres communautaires actuellement ouverts au programme CTC sont passées de 519 en mars à 799 en avril.



Les interventions dans les centres doivent se poursuivre avec plus d'efficacité, notamment au niveau du ciblage des ménages à statut d'insécurité alimentaire et des poches de malnutrition identifiées, mais aussi et surtout du renforcement du dépistage actif comme passif à travers les collines.

6. Réponse aux urgences

En plus des distributions d'intrants agricoles à 185.563 ménages (soit autour de 925.000 personnes) en début de la saison agricole 2007B, la FAO/CAUR (l'Unité de Coordination des Opérations Agricoles d'Urgences et de Réhabilitation de la FAO) poursuit un certain nombre de programmes

visant à diversifier l'assistance apportée aux ménages. Ainsi, entre février et mai et ce en contribution au repeuplement du cheptel, 3.888 chèvres ont été distribuées aux ménages vulnérables (en faveur principalement des rapatriés récents) dans les provinces de Ruyigi, Ngozi, Gitega, Karuzi, Muyinga et Rutana. De même, 109.956 plants fruitiers (avocatiers, manguiers, agrumes, papayers, passiflores et pruniers du Japon) avaient été distribués dans 15 provinces jusqu'à fin mars.

Au mois de mai 07, le PAM a distribué 10.088 tonnes de vivres à 1.643.863 bénéficiaires. Sur ce volume, 7.347 tonnes ont été allouées aux distributions ciblées afin d'aider les populations en insécurité alimentaire à atteindre les récoltes, et leur

éviter ainsi de recourir à des mécanismes de décapitalisation. 82,5% de ces distributions ciblées ont été absorbées par les provinces les plus affectées par l'insécurité alimentaire, plus particulièrement celles de Kirundo, Muyinga, Gitega, Kayanza, Ngozi, Kirundo, et Karuzi. A la récolte de la saison 2007B, le PAM a réduit les distributions ciblées à 470.000 bénéficiaires. Ce programme visera prioritairement les ménages les plus à risque d'insécurité alimentaire qui n'ont pas exploité la saison 2007B par manque de semences, ceux de zones qui n'ont pas encore récolté ou ayant été touchées par des aléas climatiques.

Coup de projecteur

La recherche et la coordination humanitaire : une coalition efficace contre la maladie de la mosaïque sévère du manioc au Burundi et des perspectives de production optimistes !

La mosaïque sévère du manioc est une préoccupation nationale depuis près de 10 ans maintenant. En effet, au vu des dégâts et souffrances qu'elle occasionnait alors à l'Ouganda, l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) commença dès 1998 ses travaux d'évaluation de clones de manioc pour leur tolérance à la mosaïque. Quatre ans après, en 2002, la forme pandémique de la mosaïque du manioc (variante ougandaise la plus virulente) est observée pour la première fois au Burundi dans les provinces de Kirundo et Muyinga ; en 2005, elle est présente dans toutes les provinces du pays. Face à cette maladie qui menace la 3^{ème} culture la plus importante du pays (après le bananier et la patate douce), la lutte n'a pas cessé. Entre 1998 et 2004, 6 clones (sur 531 évalués) sont identifiés comme tolérants à la maladie de la mosaïque sévère. Avec le soutien du Royaume de Belgique, d'ECHO et d'OFDA, la FAO/CAUR (Coordination des Opérations Agricoles d'Urgence et de Réhabilitation de la FAO) prend un rôle de premier plan dans la coordination technique des activités de multiplication et de distribution de boutures saines. Parti de 23 hectares mis en place au centre de Mparambo (Cibitoke) entre les mois de novembre et décembre 2005, le programme de multiplication couvre aujourd'hui autour de 1.600 ha répartis sur toutes les provinces du pays. Ce travail de titan accompli en si peu de temps et aussi efficacement aura impliqué les DPAE, d'autres agences des Nations Unies, ainsi que plusieurs ONG partenaires. Les distributions des boutures saines à travers tout le pays vont commencer en septembre/octobre 2007. La FAO/CAUR (en partenariat avec World Vision, Acord, LVIA, CARE, GTZ, VISPE, Concern, FHI, Caritas, Solidarité, Cord, et les DPAE Mwaro, Karuzi et Kirundo), le CRS (Catholic Relief Services), et l'ISABU vont en distribuer consécutivement 710 ha, 342 ha, et 154 ha. Le reste sera distribué par les autres participants au programme de multiplication. Cependant, le taux de multiplication étant de 20 à 50 selon les régions et l'entretien des champs, les 2.000 ha déjà prêts permettront, en septembre/octobre 2007, d'emblaver au moins 20.000 ha en manioc et au bout d'un autre cycle (9 à 12 mois), soit entre juin et septembre 2008, de couvrir, sans doute dépasser, l'ensemble des superficies emblavées en manioc au niveau national avant l'apparition de la maladie, soit 84.000ha

Par ailleurs, dans plusieurs provinces du pays, des variétés locales semblent actuellement manifester de faibles incidences à la maladie de la mosaïque sévère ; c'est notamment le cas dans les provinces de Muyinga et Kirundo où cette maladie est apparue. Au vu de cette observation, la FAO/CAUR appuie l'ISABU pour l'identification, la caractérisation, la collecte et la conservation de ces germoplasmes afin de permettre l'élargissement de la gamme des variétés de manioc qui sont multipliées en milieu rural. Le laboratoire DNALIS, associé avec l'université de Gembloux en Belgique, interviendra également pour effectuer des analyses moléculaires afin de déceler la présence du virus de la mosaïque sévère dans les variétés locales collectées.

Les informations contenues dans ce bulletin ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Les appellations employées dans ce bulletin et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture aucune prise de position quant au statut juridique du pays ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières ou limites.